



Irak : ces mercenaires d'un nouveau genre

Par [Al-Oufok](#)

Mondialisation.ca, 18 septembre 2007

[Al-Oufok](#) 18 septembre 2007

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#), [Militarisation](#)

Analyses: [IRAK](#)



Le gouvernement de Bagdad a interdit lundi d'activité en Irak l'une des plus puissantes sociétés de sécurité privée américaine, qui assure notamment la protection de l'ambassade des Etats-Unis, après un incident meurtrier ayant coûté la vie à au moins huit Irakiens.

Blackwater emploie un large contingent de gardes du corps en Irak et a protégé, depuis l'invasion américaine de mars 2003, l'administrateur Paul Bremer, les ambassadeurs John Negroponte, Zalmay Khalilzad, et aujourd'hui Ryan Crocker.

« Le ministre de l'intérieur (Jawad Polani) a ordonné l'annulation du permis de Blackwater et la société ne peut plus travailler en Irak », a annoncé le porte-parole du ministère, le général Abdul Karim Khalaf.

Cette décision intervient au lendemain d'un incident impliquant un convoi diplomatique américain protégé par Blackwater dans un quartier de Bagdad. Au moins huit Irakiens ont été tués lorsque les gardes de sécurité ont ouvert le feu dans des circonstances qui restent à déterminer.

« Une enquête criminelle est ouverte contre ceux qui ont commis des crimes (dimanche) », a ajouté M. Khalaf.

Le Premier ministre Nouri al-Maliki avait auparavant condamné « une opération criminelle menée par une compagnie de sécurité étrangère ».

Des témoins ont accusé les gardes du corps protégeant un convoi du département d'Etat américain d'avoir ouvert le feu sans retenue sur des civils, alors que ce convoi s'était cru

pris à partie par des insurgés.

L'ambassade américaine « prend le problème très au sérieux », a réagi une porte-parole de l'ambassade, Mirembe Nantongo. « Nos discussions avec nos partenaires irakiens se poursuivent », a-t-elle assuré.

« Personne n'a encore été expulsé du pays », a simplement indiqué un autre porte-parole, W. Johann Schmonsees.

La société Blackwater n'avait pas encore réagi officiellement lundi. Les circonstances de l'incident, survenu sur une voie très fréquentée en lisière du quartier majoritairement sunnite de Mansour, ont fait l'objet de déclarations officielles et de témoignages parfois contradictoires.

Selon le général Khalaf, « deux obus de mortier ont été tirés au passage d'un convoi de véhicules sous escorte. Sept civils et un policier irakien ont été tués dans les échanges de tirs qui ont suivi, et 13 personnes blessées ».

L'ambassade des Etats-Unis à Bagdad a confirmé qu' « un convoi de véhicules de sécurité du département d'Etat a été impliqué dans un incident armé », évoquant simplement « une escalade des tirs ». Selon de nombreux témoins, dont des blessés, interrogés par l'AFP, l'escorte du convoi américain a ouvert le feu à l'aveuglette après qu'une explosion eut été entendue.

L'interdiction de Blackwater, si elle est appliquée, pourrait gêner les activités des officiels américains en Irak.

La décision du ministère de l'Intérieur irakien traduit l'hostilité des autorités face aux puissantes sociétés de sécurité étrangères, qui agissent comme de véritables armées privées.

Réputés pour leur agressivité, souvent visés par les insurgés, ces mercenaires d'un nouveau genre sont haïs des Irakiens et connus pour ouvrir le feu indistinctement sur les véhicules ou les piétons approchant imprudemment de leurs convois.

Ils sont estimés entre 30.000 et 50.000, et forment le second contingent étranger après l'armée américaine.

L'interdiction de Blackwater s'inscrit également dans un contexte de tension croissante entre le gouvernement de Nouri al-Maliki et l'administration du président George W. Bush. Elle apparaît comme un nouveau signe de l'irritation de M. Maliki, très critiqué à Washington pour son incapacité à résoudre la crise irakienne.

2 - L'armée d'occupation demande à France-2 ses images d'un enfant palestinien tué en 2000

L'armée d'occupation a demandé à France-2 de lui transmettre l'intégralité des images de la mort d'un enfant palestinien de douze ans, tué il y a sept ans dans la bande de Gaza sous le regard des caméras de la chaîne française, ont annoncé lundi des responsables de l'autorité d'occupation. Ce reportage avait soulevé une polémique en pleine Intifada.

L'armée d'occupation a refusé d'expliquer la raison de sa demande. Les téléspectateurs du

monde entier avaient été choqués par les images tournées par France-2 le 30 septembre 2000, montrant la mort du jeune Mohammed al-Doura. On y voyait le garçon et son père Djamal, collés contre un mur, tentant d'échapper à une fusillade nourrie entre soldats et résistants dans la bande de Gaza.

Dans le reportage de France-2, le père de l'enfant gesticule frénétiquement pour tenter d'arrêter les coups de feu alors que son fils hurle de terreur. On voit ensuite une image de l'enfant immobile, effondré sur les genoux de son père. Le journaliste Charles Enderlin, citant des témoins et le cameraman, avait indiqué que les coups de feu venaient de positions israéliennes.

Sept ans après, les circonstances de la fusillade font toujours l'objet d'une controverse. Les Palestiniens accusent les forces d'occupation de cette mort, devenue, pour les Palestiniens, un symbole de l'usage excessif de la force par l'armée d'occupation.

3 - La violence s'accroît dans les camps de réfugiés du Darfour

La violence s'est accrue cette année dans les camps de réfugiés du Darfour, compliquant la tâche des organisations humanitaires qui s'efforcent d'aider les milliers de personnes déplacées qui les rejoignent chaque semaine, a estimé l'Onu dans un rapport publié lundi à Khartoum. « Plus de 240.000 personnes ont été déplacées ou de nouveau déplacées durant 2007. Dans beaucoup de camps, des éléments armés sont présents et les incidents violents se multiplient », indique-t-elle. En août l'insécurité a entraîné la suspension des opérations humanitaires dans plusieurs camps.

Le Comité international de la Croix-Rouge a également fait part de sa préoccupation devant l'insécurité croissante « qui rend extrêmement difficile de prévoir et mener des opérations sur le terrain ».

Le gouvernement de Khartoum et les groupes rebelles du Darfour doivent engager des pourparlers de paix en Libye le 27 octobre, date à laquelle le président soudanais Omar

Hassan al Bachir a promis un cessez-le-feu. En attendant, les combats se poursuivent, notamment autour de la ville rebelle de Haskanita.

Plus de quatre ans d'affrontements entre rebelles africains et milices arabes soutenues par le gouvernement soudanais ont fait 200.000 morts et 2,5 millions de réfugiés, estiment les experts internationaux.

4 - Le taux d'occupation des hôpitaux à Bagdad diminue

Une morgue aux trois quarts vide, une rangée de lits inoccupés au service des urgences : les temps changent au grand hôpital Yarmouk de Bagdad.

Si l'établissement, qui naguère croulait sous les corps, peut être considéré comme un baromètre fiable de la violence dans la capitale, celle-ci est en chute.

Les médecins de Yarmouk confirment une notable baisse des victimes admises depuis le lancement de la vaste opération de sécurisation lancée il y a sept mois à Bagdad par les forces irako-américaines.

Le phénomène a été particulièrement notable le mois dernier avec 70% de moins de morts

et une diminution de moitié du nombre de blessés admis par rapport au mois de juillet, confie le directeur de l'hôpital, Haki Ismaïl.

« Auparavant il y avait quotidiennement six ou sept incidents importants comme des explosions et des attentats à la voiture piégée. Maintenant, il n'y en a presque plus qu'un ou deux par semaine. »

Cette évolution semble apporter de l'eau au moulin des autorités américaines et irakiennes, qui ont fait valoir que l'entreprise de sécurisation de la capitale portait ses fruits. Dans une des ailes des services d'urgence de l'hôpital, situé dans un quartier sunnite de Bagdad qui a souffert tout particulièrement des affrontements intercommunautaires, deux patients seulement sont soignés, ni l'un ni l'autre pour blessure grave.

« Au cours du mois écoulé, on a noté une réelle réduction. Maintenant, la plupart des cas qu'on traite sont des victimes de fusillades aveugles ou d'accidents », explique un chirurgien, le Dr Ali Adel. Sur les huit chambres froides de l'établissement, deux seulement contiennent des corps, et ce sont pour beaucoup des victimes d'incidents remontant à plusieurs semaines.

Sur le sol, des taches de sang séché témoignent qu'il y a encore peu les employés de la morgue étaient tellement débordés qu'ils entreposaient les cadavres par terre. Le vice-ministre de la Santé Amer Khozaï assure que la tendance observée à Yarmouk l'est aussi à la morgue principale de la capitale, où le nombre de cadavres admis quotidiennement est passé de 180, aux pires jours de violence, à 12.

« Il y a encore des problèmes de voitures qui explosent ici ou là, mais il ressort de l'activité des services d'urgence que la situation est calme et stable à Bagdad », affirme-t-il. A en croire le Premier ministre irakien Nouri al Maliki, la violence a chuté de 75% à Bagdad. Le président américain George Bush va même jusqu'à assurer « que la vie commence à y reprendre son cours normal ».

Néanmoins, alors que l'équipe de télévision de Reuters filmait dimanche à l'hôpital Yarmouk, une bombe a explosé dans un immeuble à moins d'un kilomètre de là dégageant une colonne de fumée familière.

Dans les minutes qui suivirent, sept corps, donc ceux de trois femmes âgées, étaient évacués vers l'hôpital, où les médecins se préparaient à un afflux de blessés. « Il faut être réaliste : aujourd'hui, il y a encore des blessés, des victimes et des explosions », convient Haki Ismaïl.

5 - Un Palestinien de 16 ans abattu par les forces d'occupation en Cisjordanie

Les forces d'occupation ont abattu un adolescent palestinien de 16 ans lundi à Ramallah en Cisjordanie et la version des faits est contradictoire selon qu'elle provienne de l'armée d'occupation ou de la sécurité palestinienne.

Selon la sécurité palestinienne, Mohammed Jabbarin n'était pas armé et a été tué alors qu'il jetait des pierres sur une patrouille. De son côté, l'armée d'occupation a déclaré que des soldats opérant à Ramallah ont abattu un homme armé qui était en train de poser une bombe visant des soldats des forces d'occupation.

Dans l'autre territoire palestinien de la Bande de Gaza aux mains du Hamas, des résistants

ont tiré trois obus de mortier sur le sud d'Israël sans que l'on déplore des victimes ou dégâts.

Dans la nuit de dimanche à lundi, un résistant a tenté de s'infiltrer dans la colonie de Shavei Shomron à l'ouest de Naplouse en Cisjordanie. Un échange a suivi et le résistant a réussi à prendre la fuite, a ajouté l'armée d'occupation.

6 - Les dirigeants somaliens demandent une force onusienne

Les dirigeants somaliens ont lancé d'Arabie saoudite un appel au remplacement des troupes « étrangères » déployées en Somalie par un contingent de troupes arabes et africaines sous la supervision des Nations unies.

Le président Abdoullahi Youssouf, le Premier ministre Ali Mohamed Gedi et le président du parlement Adam Mohamed Nour ont signé un accord en ce sens dimanche soir à Djeddah en présence du roi Abdallah, rapportent lundi les médias saoudiens.

« Non à la guerre, oui à la paix. Non au bain de sang et oui à la réconciliation », a déclaré Youssouf lors de la réunion. « Nous avons besoin de forces de maintien de la paix arabes et africaines dans notre pays sous l'égide des Nations unies. »

L'Arabie saoudite a salué les assurances fournies par Youssouf sur le remplacement des troupes « étrangères », sans préciser s'il s'agit des forces éthiopiennes qui ont aidé l'actuel gouvernement de transition à chasser en décembre les milices islamistes installées à Mogadiscio.

La réunion intervient quelques jours après la naissance d'une alliance de l'opposition résolue à chasser les troupes éthiopiennes déployées dans le pays.

En août, le Conseil de sécurité des Nations unies a demandé aux services du secrétaire général d'étudier une éventuelle présence militaire de l'Onu en Somalie.

L'Union africaine a pour sa part accepté de déployer 8.000 hommes en Somalie pour remplacer le contingent éthiopien mais moins de la moitié des troupes est arrivée pour le moment.

7 - Pour montrer sa bonne volonté au Darfour, Pékin exhibe ses Casques bleus

La Chine a ouvert exceptionnellement à la presse étrangère une de ses installations militaires pour une rencontre avec les Casques bleus chinois qui partiront au Darfour en octobre, avec l'ambition de contrer les accusations de complaisance envers le Soudan portées à son encontre. « Ceux qui disent que la Chine aggrave la situation au Darfour ont une vue partielle et nous prouverons qu'ils ont tort », déclare le lieutenant Liu Jinzhao, qui porte à l'épaule l'insigne bleu des forces de maintien de la paix de l'ONU, lors de la rencontre sur le terrain d'entraînement de Qinyang, dans le Henan (centre).

Au total, 315 soldats chinois, appartenant à une unité de génie militaire, partiront le mois prochain en prélude au déploiement de la force « hybride » de l'ONU et de l'Union africaine (UA), qui devra tenter de mettre fin à quatre ans de guerre civile dans cette province de l'ouest du Soudan.

L'unité, qui sera notamment chargée de construire des ponts et de creuser des puits, a

montré devant les journalistes ses compétences, traçant un chemin de terre en quelques minutes grâce à des bulldozers, alors que d'autres faisaient étalage de leur talent à terrasser d'éventuels ennemis grâce aux arts martiaux.

Sous un soleil radieux, plus d'une trentaine de soldats, aidés de leurs seules mains, ont aussi placé en quelques secondes un pont en acier au-dessus d'un fossé. D'autres, enfin, se sont montrés particulièrement efficaces dans la technique d'installation d'un toit sur une baraque en aluminium avec l'emblème ONU sur le côté.

Si la présentation soigneusement chorégraphiée a pris des airs de spectacle, le message était clair : la Chine ne souhaite pas endosser le rôle du méchant, alors que plusieurs organisations de défense des droits de l'Homme l'accusent de ne pas faire assez pression sur le régime soudanais afin de préserver ses intérêts pétroliers. « Nous ferons face évidemment à des difficultés et à des défis », dit le colonel Dai Shao'an. « Mais nous sommes bons dans la difficulté, au combat et pour apporter notre contribution », ajoute-t-il, dans un bel élan de propagande.

La semaine dernière, en visite à l'ONU à New York, Liu Guijin, l'envoyé spécial de Pékin au Soudan, a mis en avant le « rôle très constructif et même unique » joué par son pays pour tenter de résoudre le conflit au Darfour, en particulier pour persuader Khartoum d'accepter le déploiement d'une force conjointe entre l'ONU et l'Union africaine de 26.000 hommes.

Mais, pour Jill Savitt, directrice de l'organisation américaine « Dream for Darfur », « la Chine n'en fait pas assez ». « N'oublions pas que la Chine a fait obstruction pendant quatre longues années », dit-elle à l'AFP.

Pour elle, Pékin devrait envoyer de vraies troupes de combat, non simplement une unité du génie militaire, cesser toute vente d'armes au Soudan et menacer le président soudanais Omar el-Béchir de représailles s'il ne tient pas ses promesses.

Mais le lieutenant Li Xinying balaie ces critiques, employant un anglais hésitant dont l'apprentissage fait partie de la préparation à la mission. « Aucun pays occidental ne devrait accuser la Chine. Nous ne sommes pas responsables des actions du gouvernement soudanais », dit-il.

La Chine a envoyé depuis 1990 plus de 8.000 hommes pour participer aux missions de maintien de la paix de l'ONU, dont 1.400 actuellement sur le terrain.

(Lundi, 17 septembre 2007 - Avec les agences de presse)

La source originale de cet article est [Al-Oufok](#)

Copyright © [Al-Oufok](#), [Al-Oufok](#), 2007

Articles Par : [Al-Oufok](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de

recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca